



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE CONFLIT SCAN

Bolstering Judicial and Social Accountability processes in CAR

Boda –1er , 2^{ème}, 3^{ème} 4^{ème} et 5^{ème} arrondissement

JUIN 2018

Contact:

Andrew Clark

Regional Program Manager et Directeur pays ai
Search for Common Ground- CAR

Adresse : Bangui rue du stade 20 000 Places à côté
de l'ambassade de la RDC

Tél: 00243 (0) 810 546 740

Email: aclark@sfcg.org

MAGBE Teddy Junior

Coordonnateur Suivi-Evaluation
Search for Common Ground

Adresse : Bangui rue du stade 20000
Places à côté de l'ambassade de la RDC

Tél. 00236 72300298

Email: tmagbe@sfcg.org

Table Des Matières

Table Des Matières	2
Résumé exécutif	3
Introduction contextuelle	6
Objectifs du Conflict Scan	8
Méthodologie	8
ANALYSE CONFLICTUELLE.....	9
Risques.....	9
Acteurs des conflits.....	11
Do No Harm (Ne pas nuire).....	12
Opportunités pour la paix.....	13
Conclusions et recommandations.....	16
Annexe IV : Termes de référence Conflict Scan	19
[Conflict Scan].....	19
1. Table of Contents.....	19
2. Contexte.....	20
Contexte initial du projet (Cf. documents de projet) :	20
Contexte actuel.....	20
Justification de l’activité :.....	21
Le Projet.....	21
3. But et objectifs du conflict scan.....	22
4. Questions principales de l’étude	22
5. Lieux géographiques.....	24
6. Méthodologie et outils de collecte des données.....	24
Entretiens avec des personnes clés (<i>Key Informant Interviews – KII</i>).....	24
Groupe cible.....	24
Focus groupes (<i>Focus group discussions – FGD</i>).....	24
Groupes cibles des focus groupes	24
7. Assurance et gestion de la qualité des données.....	25
8. Dissemination et utilisation du Rapport.....	25
9. Principaux livrables et chronologie.....	25
10. Budget.....	26
Annexe IV : Les outils de collecte des données.....	27

Résumé exécutif

Ce rapport de « conflict scan » repose sur des données purement qualitatives collectées du 10 au 24 mai 2018. Cette collecte avait été possible grâce aux 9 groupes de discussions (62 personnes) et 4 entretiens individuels avec des informateurs clés pour un total de 66 personnes dont 33 hommes et 33 femmes.

Cette étude était organisée en vue de collecter des informations actualisées sur l'évolution des dynamiques des conflits à Boda, dans l'optique d'apporter une meilleure orientation programmatique dudit projet, mais aussi en informant les autres acteurs intervenant à Boda et pouvant contribuer de façon directe et/ou indirecte à la transformation pacifique des conflits. Cette étude a aussi prévu une cartographie des conflits entre groupes religieux et/ou entre groupes identitaires à Boda qui comportent un risque significatif en termes de violence, dans un contexte général de forte volatilité des évolutions socio-politiques du pays.

Situation conflictuelle

Il ressort de cette étude qu'à part le conflit foncier prononcé par une frange de personnes interrogées, aucun autre conflit n'a été ressortit durant cette étude de façon spécifique. Cependant, les méfiances entre les deux communautés, les armes et munitions que possèdent encore les deux communautés, les discriminations, les injures, la perception négative de la population à l'égard des autorités sur la gestion des conflits par certaines Force de Sécurité Intérieur (FSI), la circulation limitée de la communauté musulmane, la circulation des produits stupéfiants sont autant de risque présentant un niveau d'embrassement inquiétant pouvant être la cause d'autres conflits à l'échelle locale voir régionale. Dans un même temps, il y a le départ massif des ONG qui peut avoir des conséquences négatives sur la ville et qui pourrait engendrer le retour de violence causées par les jeunes désœuvrés.

Cette étude nous montre qu'il n'y a pas d'auteur qui est particulièrement visible même si l'ensemble de la communauté reconnaît que les deux communautés sont toujours armées. Les Anti-Balaka sont toujours dans la ville mais beaucoup a repris leur activité d'avant la crise qui est celui d'artisan minier et ne sont auteur d'aucun d'incident lié à leur identité d'Anti-Balaka depuis plus d'un an déjà. Les ex-Séléka ont quant à eux quitté la ville même si certains de ses éléments commencent à revenir peu à peu dans la ville sans être influents. Les seules forces en présence sont pour le moment les éléments de la Gendarmerie, de la Police et ceux de la Brigade Minière qui sont d'une part apprécié et d'autre part critiqué pour leur action vis-à-vis de la population civile et particulièrement les jeunes. La MINUSCA qui était dans la ville a quitté depuis plus d'un an.

Do No Harm (ne pas nuire)

Il s'agit ici d'identifier les conflits que peuvent créer les actions des ONG auprès de la communauté. Il en ressort que la méthodologie d'identification des bénéficiaires des ONG est la cause de méfiance entre les autorités traditionnelles et la communauté. Cette méthode qui consiste à passer directement par les autorités traditionnelles pour identifier les bénéficiaires n'est pas appréciée par les leaders communautaires et les membres de la communauté qui pensent que ces autorités de commun accord avec les coordonnateur terrain des ONG les exploitent à leur propre profit et font parfois monnayer l'identification des cibles. Search dans le cadre de ce projet n'a pas utilisé cette méthodologie pour identifier les bénéficiaires car Search n'a utilisé que les personnes ayant été formées par elle pour le compte des projets antérieurs qui ont été identifiées suite à un casting.

Il est donc essentiel que les ONG apportent plus de clarté et de transparence dans la gestion et l'identification des bénéficiaires en intégrant les leaders communautaires et les autorités traditionnelles pour une coordination sous la supervision directe des ONG. Mais, il est important qu'une équipe de suivi soit mise en place pour contrôler la véracité des informations fournies. La

question de redevabilité est aussi l'un des points que la communauté n'apprécie pas par rapport aux ONG du fait que ces ONG ne rendent pas compte de leur action à la communauté cible suite à leur action et quittent souvent la localité sans même informer la population. Les ONG doivent donc penser à une stratégie de sortie inclusive pour plus de clarté et transparence. Pour ce faire, Search peut organiser un atelier de réflexion finale avec les acteurs clés de la ville en vue de les informer sur les résultats et la fin du projet.

Opportunités pour la paix

A travers cette étude, nous avons pu identifier quelques catégories de personnes ayant joué ou qui sont prêtes à jouer un rôle dans la résolution pacifique de conflit que sont les leaders religieux, les autorités traditionnelles, les jeunes leaders, les leaders communautaires, l'association des sages (personnes âgées), les autorités traditionnelles et les femmes leaders. Ces personnes selon nos répondants ont fait leur preuve dans la résolution des conflits et ont beaucoup contribué au rétablissement de climat social entre les deux communautés.

Par ailleurs, les autorités administratives est d'une part apprécié pour l'effort qu'ils ont fait pour le retour au calme dans la ville, et d'autre part, elles font l'objet de critiques de la part des deux communautés leur reprochant le non-respect des droits humains et d'éthique.

Cependant, des endroits comme le marché, les airs des jeux sportifs, les centres scolaires et l'hôpital public de Boda sont des endroits d'attraction des deux communautés mais ces endroits présentent également des risques de perturbations de la ville si des efforts ne sont pas consentis pour sensibiliser les deux communautés sur l'avantage que présentent ces lieux.

Conclusion générale

A la vue de ce qui précède, nous tirons comme conclusion générale selon laquelle, la population et les autorités ignorent les conflits secondaires et se focalisent exclusivement sur les conflits violents parce qu'elles sont encore hantées par le grand conflit qui avait touché la ville. Boda est actuellement une des villes modèles de la cohabitation pacifique entre les deux communautés. Cependant, il existe bel et bien des risques de violence qui pourraient replonger la ville dans la stupeur si les efforts ne sont pas consentis pour consolider la cohésion qui se dessine peu à peu entre les deux communautés. Même si la circulation d'arme est très peu voire rare dans la ville, les propos des participants montrent tous que les deux parties (Musulmans et non-musulmans) sont toujours bien armées même s'ils n'en font pas usage pour l'instant. Les deux communautés ne se font pas encore entièrement confiance en raison de l'influence du climat général qui perdure entre les deux communautés et particulièrement à Bangui suite aux derniers événements de PK5, Fatima, Yakité et Castor. Nous avons pu relever que les communautés sont relativement mécontentes des actions de certaines autorités locales en raison du non-respect des droits humains et discrimination dans la gestion des deux communautés.

Au-delà des risques et mécontentements explorés ci-haut, il existe par ailleurs des pistes à explorer pour renforcer le tissu social actuel.

Enfin, nous avons pu voir que les communautés semblent être mécontentes des procédures d'identification des bénéficiaires appliquées par les ONG qui nécessite d'être renforcé.

Au regard de ce qui précède, quelques recommandations ont été formulées pour que Search, les autres acteurs humanitaires, les agences des Nations Unies, le bailleur ainsi que le Gouvernement puissent se focaliser afin d'atténuer les risques actuels.

Pour le Gouvernement : renforcer les autorités locales

- Renforcer les patrouilles à l'intérieur et au-delà de 50km en vue motiver la mobilité de toutes les communautés,
- Renforcer les connaissances des autorités locales sur les principes du respect des droits humains.

Soutenir une stratégie inclusive pour la cohésion sociale

- Restituer les résultats de cette étude aux principaux représentants en impliquant les autorités locales, les représentants gouvernementaux, les chefs de groupement et les leaders communautaires pour une prise de conscience à plusieurs niveaux.
- Se coordonner pour sensibiliser sur les effets et les conséquences des armes et munitions de guerre;
- Continuer à appuyer les communautés dans les relèvements communautaires.

Introduction contextuelle

Boda est une ville située au sud de la République Centrafricaine (RCA) à environ 192 KM de Bangui avec une population d'environ 26.000 habitants dont la population non-musulmane est majoritaire. Depuis toujours, les deux populations vivaient en parfaite symbiose. L'avènement des Séléka n'a pas épargné cette ville avec la prise de ville par les Séléka en 2013 suite à la prise de Bangui la Capitale par ces derniers. A partir de cet instant, la confiance qui régnait entre les deux s'est brouillée. Après le départ des Séléka de la ville, les deux populations se sont divisées géographiquement: la population non musulmane occupant les deux premiers arrondissements, alors que les Musulmans occupent le 3^{ème} arrondissement (appelé enclave musulmane).¹ Des efforts de paix ont été supportés afin de favoriser le retour de fréquentation entre les deux communautés (Musulmane et non-musulmane) permettant ainsi la circulation des deux communautés dans la ville. Actuellement, un nouveau marché² a été créé par l'Ambassade de France et la MINUSCA facilitant le brassage des deux communautés même s'ils existent très peu d'ONG qui travaillent dans la cohésion sociale dans la ville. Contrairement aux autres villes du pays, Boda est l'une des villes où on sent encore l'autorité de l'Etat, bien que l'état des infrastructures publiques soit mauvais et on enregistre un manque remarquable des moyens logistiques. Egalement, c'est une des rares villes actuelles où les deux communautés vivent en paix malgré ce qui se passe à Bangui³ et même si les Musulmans se sont basés seulement dans le 3^{ème} arrondissement. Suite au départ de la MINUSCA il y a environ un (1) an, les Forces de Sécurité Intérieures (FSI) ont pris le contrôle de la ville rétablissant ainsi l'autorité de l'Etat même que ces forces manque cruellement des moyens logistiques et financier pour jouer pleinement ce rôle⁴.

Dans l'autre temps, beaucoup d'ONG internationales et les agences des Nations Unies, se sont retirées de la ville, à savoir: Tearfund, ABA (seulement un point focal en place), World Vision, Concern, Caritas, OIM, UNHCR et COOPI ainsi que la MINUSCA (seulement un point focal en place). Ces départs massifs font que le niveau d'information sur la situation réelle de la ville en termes de contexte a fortement baissé. De nombreuses agences et organisations des nations unies (UNDSS, OCHA) ont pour mandat de faire le suivi des évènements liés au contexte sécuritaire (protection des civils mouvements de troupes, mouvement de population, etc.). Search est bien intégrée dans les divers réseaux et plateformes d'échange des infos sécuritaires existantes et reçoit ces informations de façon régulière. A notre connaissance, ils n'existent pas d'organisations qui font le suivi systématique des évolutions des dynamiques des conflits, y inclus les acteurs, les facteurs qui déclenchent et préviennent les conflits, le mécanisme de paix, les intérêts communs et les lignes de division. Ce manque d'analyse des dynamiques des conflits rend difficile leur compréhension et aussi la définition des solutions adaptées. L'approche ici adoptée permet d'avoir une meilleure compréhension des conflits existants et de leur évolution ainsi bien que de leur répercussion sur le long terme.

C'est dans ce contexte que Search avec ABA mène un conflict scan en vue d'informer sur les évolutions des dynamiques des conflits les différents acteurs impliqués: les autorités locales, les acteurs humanitaires, les agences des Nations-Unies, le bailleur, etc.

Le présent rapport dresse donc les faits saillants ressortis du conflict scan réalisé dans le cadre du projet Bolstering Judicial and Social Accountability processes in CAR implémenté par Search For Common

¹ <http://www.rfi.fr/afrique/20140408-rca-boda-une-ville-minee-fantasmes-rivalites>

² <https://cf.ambafrance.org/Les-populations-de-Boda-se-rassemblent-autour-de-leur-nouveau-marche-central>

³ <http://www.corbeaunews.ca/centrafrique-education-et-cohesion-sociale-au-coeur-de-la-visite-de-anne-albrechtsen-pdg-de-plan-international-boda/>

⁴ www.corbeaunews.ca/centrafrique-education-et-cohesion-sociale-au-coeur-de-la-visite-de-anne-albrechtsen-pdg-de-plan-international-boda/

Ground (Search) et l'Association de Barreau Américain (ABA) sous financement du Département d'Etat Américain (DRL). Les objectifs spécifiques du projet sont:

- accroître l'accès des citoyens au secteur de la justice formelle;
- améliorer la capacité du secteur de la justice formelle à répondre aux besoins des citoyens;
- soutenir l'engagement des citoyens et de la société civile dans les processus de règlement des différends à travers les lignes d'identité religieuse et communautaire.

Ce projet a une durée de 18 mois (mars 2017-août 2018).

Après la présentation du contexte de l'étude et de la méthodologie, l'on trouvera les principaux résultats de cette étude et les recommandations.

Objectifs du Conflict Scan

Search a réalisé ce conflict scan afin d'identifier les principaux conflits et leurs dynamiques dans les zones ciblées de Boda selon l'objectif global qui est d'actualiser la compréhension du conflit principal dans les zones cibles afin d'assurer la sensibilité aux conflits du projet et le respect du principe Do No Harm.

Les objectifs spécifiques de ce Conflict Scan étaient les suivants :

- Analyser l'évolution des dynamiques des conflits dans la zone;
- Informer et adapter la mise en œuvre des activités du projet en identifiant les initiatives de paix, les points d'entrée et les opportunités pour la paix;
- Fournir des informations pour soutenir divers acteurs, y compris Search et ses partenaires, dans le développement de différents scénarii de paix et de conflit qui permettent une réponse rapide et appropriée;
- Fournir des recommandations pour la programmation sur l'intégration du principe de «Ne pas nuire » et de la sensibilité au conflit.

Méthodologie

En vue de répondre aux attentes de cette étude, il a été décidé d'utiliser une approche qualitative associant entretiens individuels et discussion en focus group. Le premier étaient destinés aux personnes clés, alors que les discussions de groupe ciblaient la communauté afin de stimuler les échanges sur les dynamiques des conflits et la recherches de solution pour la promotion de la paix et la cohésion sociale à Boda⁵.

La préparation et la coordination technique de cette étude ont été assurées par l'équipe suivi-évaluation dans la mise en œuvre des outils de collecte des données, la planification et la rédaction du rapport final. L'équipe d'apprentissage institutionnel (ILT) régionale est intervenue pour la validation des outils, de la méthodologie et des rapports finaux.

Deux personnes ont été en charge de la collecte des données dont un preneur de note et un facilitateur. Avant la descente sur le terrain, le Coordonnateur DME de Search a briefé l'assistant sur les principes et les techniques de conflict scan en vue de bien prendre note et participer à la rédaction du rapport. Durant l'entretien et la discussion de groupe, nous avons informé les participants de l'anonymat des informations qu'ils vont fournir, du fait que leur nom ne sortira pas dans le rapport et que les informations fournies seront strictement confidentielles. Les réponses des répondants ont été transcrites dans un guide de prise de note pour des exploitations. D'autres rapports et documents liés à l'analyse des conflits ont été aussi exploités en vue d'avoir des informations supplémentaires. Les différentes sources de données (KII, FCG et documents) ont été triangulées afin de regrouper les informations selon les différentes tendances.

La collecte des données a eu lieu du 10 au 24 mai 2018. Tous les entretiens ont eu lieu à la fois en Sango et en français.

⁵ Pour plus des détails sur l'échantillon, vous pouvez consulter les Termes de Référence en annexe.

ANALYSE CONFLICTUELLE

Cette section est consacrée exclusivement à l'analyse des données issues des groupes de discussions et des entretiens individuels collectés du 10 au 24 mai 2018 dans la ville de Boda-centre (les 3 arrondissements.). Les données sont basées sur la perception des acteurs ainsi que le constat des évaluateurs sur le terrain.

Selon les participants interviewés, la situation de la ville de Boda semble pour le moment calme. Les deux communautés circulent librement dans presque toute la ville et particulièrement la communauté musulmane, qui ne pouvait sortir de sa zone pour aller dans le secteur de la communauté chrétienne. Dans l'ensemble, on n'arrive pas à trouver un consensus sur les conflits qui existent dans cette ville: pour la majorité de personnes rencontrées, il n'existe pas de conflit à Boda, depuis que la ville a retrouvé son calme.

Le contexte actuel ne permet pas aux habitants de Boda de prendre en compte les conflits secondaires qui n'engendrent pas forcément des affrontements directs, mais qui pourraient dans le long terme déclencher des conflits à l'échelle macro, comme pour eux, le conflit c'est l'affrontement violent entre les deux communautés. Et puisque les deux communautés sont pour le moment en cohésion, alors ils considèrent qu'il n'y ait plus de conflit à Boda. Comme la population et les autorités n'arrivent vraiment pas à identifier les causes des conflits qui existent actuellement à Boda, posent des dangers pour cette ville du fait que les conflits secondaires peuvent échapper au contrôle des autorités et de la communauté et peuvent se développer pour engendrer d'autres conflits à moyen ou long terme.

Parmi les conflits identifiés par une frange minoritaire des répondants, on retrouve le conflit foncier et le conflit d'intérêt lié à l'exploitation de diamants et de l'or; pendant que le conflit d'intérêt lié à l'exploitation de diamants et de l'or se gère par la Brigade minière de Boda suite au dépôt des plaintes, les conflits fonciers se manifestent souvent par les échanges verbaux entre les communautés à cause de débordement des limites de terrain et est généralement géré auprès des chefs de quartier et ne déclenche pas des violences.

Risques

Suite aux événements qui ont lieu dans la ville dans un passé récent, les deux communautés sont toujours armées. Selon les informations recueillies, la communauté musulmane serait très bien armée que la communauté non-musulmane. Selon la perception locale (communauté non-musulmane après la crise, certains anti-Balaka auraient vendu leurs armes aux Musulmans afin d'avoir un peu de moyen financier pour la subsistance. D'autres sources accusent la MINUSCA de vendre les armes à la Communauté musulmane au moment où la MINUSCA était encore à Boda. Cette possession en arme par les deux communautés crée encore la psychose et la méfiance entre les deux communautés qui crantent les risques liés à l'utilisation de ces armes. **Selon la quasi-totalité des personnes rencontrées et interrogées, c'est cette possession en arme qui est la cause principale des méfiances entre les deux communautés.**

La communauté musulmane quand circule dans la ville évite certains quartiers, spécifiquement le quartier « Mission », considéré comme la base des ex-Anti-Balaka et le quartier où il y avait beaucoup de résistance des Non-Musulmans. La communauté musulmane se considère victime de discrimination, injures et provocations dans ce quartier. Les Non-Musulmans quant à eux pensent que les Musulmans ont peur d'aller là où ils avaient commis beaucoup des crimes et ils craignent juste les représailles et/ou les vengeances de leurs victimes. La faible circulation des Musulmans dans le quartier Mission est aussi accentuée suite aux derniers événements de PK5 et Fatima, qui ont augmenté la peur de ces derniers de se mouvoir librement dans cette partie de la ville.

« Les armes que les groupes armés et les musulmans étrangers détiennent encore peuvent soulever encore la guerre ».

Un jeune interrogé en focus group avec les jeunes non-musulmans de Boda le 16 mai 2018.

Boda est actuellement l'une des rares villes du pays où l'embargo de Kimberley⁶ sur les diamants et d'or est levé. Il faut ici rappeler que Boda fait partie des zones de la RCA déclarée « zone verte » pour l'exploitation de diamant et or à cause de la baisse de violences armées dans la ville et dans les centres d'exploitation des pierres minières, contrairement aux autres zones classées encore sous embargo selon le traité de Kimberley.

Sur les mines de diamant et or, il n'y a pas de conflit signalé par les exploitants tant du côté musulman que du côté non-musulman. Cependant, la communauté musulmane se plaint des traitements que leur réserve les FSI qui sont basées sur les barrières en allant au chantier. Beaucoup de Musulmans sont mécontents de ce traitement et se voient marginaliser par les FSI. **En effet, les Musulmans se considèrent maltraités par les FSI sur la base de leur foi et du fait d'être aperçus comme des complices des Séléka.** Cette situation est une menace pour la paix de cette ville car cette perception ne fait qu'augmenter la méfiance et la colère de la communauté musulmane qui se voit discriminer.

Un autre risque identifié est lié au retour et/ou l'arrivée soupçonné des éléments de PK5 et le retour des ex fauteurs de trouble à Boda. La plupart de la communauté non-musulmans voit comme menace le retour et/ou l'arrivée de ces derniers dans la ville. Ces soupçons augmentent la peur et la méfiance de cette communauté vis-à-vis de la population musulmane.

Les autorités locales et particulièrement les FSI ont beaucoup contribué au retour de stabilité à Boda. En effet, les récits des répondants montrent que c'est quand les commandos des FSI étaient arrivés dans la ville en multipliant les patrouilles dans la ville que les deux parties en conflits (Balaka et les Musulmans armés) ont cessé l'hostilité permettant la reprise des activités socio-économiques dans la ville. Cependant, les membres des deux communautés ont des perceptions divergentes sur le rôle des autorités locales par rapport au climat actuel à Boda. Pendant que les Musulmans déplorent la partialité de certaines autorités sur les barrières de contrôle, la quasi-totalité des Chrétiens interviewés pensent que certaines autorités locales actuelles n'ont pas tendance à respecter les droits humains et qu'elles ont tendances à privilégier les sujets Musulmans quand il s'agit des gestions de conflit entre eux et les Musulmans. **Ils ajoutent que les autorités locales ne s'en prennent qu'aux jeunes Chrétiens qu'ils qualifient tous des Anti-Balaka et subissent généralement des tortures de la part des FSI.**

La question sur la gestion de conflit est perçue différemment par les Chrétiens et Musulmans auxquels nous avons eu à s'entretenir durant la collecte des données. Pendant que les Chrétiens pensent pour eux que les autorités locales ne sont pas impartiales dans la gestion des conflits les opposant aux sujets musulmans, ces derniers pensent pour eux que les autorités locales et particulièrement les FSI sont impartiales et qu'elles jouent un grand rôle dans la stabilité de la ville actuellement. Cette divergence de pensée est un catalyseur de conflit entre ces deux communautés, ce qui nécessite un suivi. Le projet, dont ce rapport fait mention, peut réorienter ces actions en se focalisant sur ces problèmes afin de prévenir les éventuels conflits liés à ce problème.

Les FGD que nous avons eus nous révèlent que les Musulmans ne circulent à Boda ou hors de Boda qu'au-delà de 15KM environ. Au-delà de cette distance, il est difficile pour eux de circuler librement. Les villages dont il est difficile pour eux d'y aller librement sont BOSSOUI, NGOTTO, YAWA, BODJOLA et BOGANDA. Dans ces villages, ils sont souvent considérés comme des étrangers et Séléka et font généralement l'objet d'agression verbale/physique et de discrimination. Les jeunes musulmans pensent que les Musulmans sont manipulés par les autorités locales qui les utilisent pour montrer aux yeux du monde que les Musulmans sont libres partout à Boda. En effet, ces derniers déplorent le fait que **les autorités locales attendent les jours des grandes cérémonies**

⁶ <http://www.rfi.fr/afrique/20150627-centrafrique-rca-levee-partielle-embargo-diamant-joseph-agbo-kimberley>

pour les transporter dans des véhicules pour les amenés parfois dans des endroits où ils n’y accèdent souvent pas juste pour prouver l’existence des Musulmans dans ces endroits alors qu’on réalité, ils n’y sont pas.

En plus des risques cités ci-haut, les points de vue des répondants se sont concordés quant au risque que représente la circulation des stupéfiants dans la ville. Toutes les personnes rencontrées ont signalée que les jeunes qui prennent les produits dopants sont ceux-là qui représentent l’élément perturbateur de la cohésion sociale à Boda. Les autorités sont en train de lutter farouchement contre la circulation de ces produits sauf que la perception des deux communautés est partagée sur cette question. Pour les Non-Musulmans, les autorités locales sont trop clémentes aux sujets musulmans. Pour eux, quand les autorités attrapent en flagrant délit les Musulmans, ces derniers sont libérés systématiquement tout en lui laissant les produits. Par contre si le sujet est non-musulman, il est systématiquement conduit en geôle pour être transféré à Mbaïki⁷. Dans l’autre temps, les Musulmans pensent pour eux que les autorités font beaucoup d’effort dans la lutte contre la circulation des produits stupéfiants.

Les discriminations, les stigmatisations, la haine et la rancune d’une communauté envers l’autre, ainsi que les injures sont autant d’éléments qui constituent un risque de déstabilisation de la ville. Selon les personnes interrogées au sein de la communauté, ces cas se manifestent généralement à l’endroit de la population musulmane **et plus particulièrement les femmes musulmanes dans les cantres de santé où elles se disent victimes de mauvais traitements, à cause des discriminations de certains personnels (sage-femme) de sante.**

Le dernier risque identifié est le départ des ONG de Boda. Boda est une ville qui sort d’une situation de conflit où les deux communautés ne pouvaient pas se côtoyer. Ce conflit fait que beaucoup de personnes ont perdu leur bien tant chez les Chrétiens que chez les Musulmans. Beaucoup ont survécu grâce aux appuis humanitaires leur permettant de subsister. Cette ville a encore besoin des projets de relèvement afin d’être accompagnée dans ce processus de transition pendant la période post-conflit. **Vu que la population détient encore les armes et que beaucoup sont sans emploi, il y a bien un risque que certains puissent recourir aux armes comme moyen de subsistance ou encore, certains peuvent profiter d’une simple étincèle pour recourir à l’arme afin de replonger la ville dans la violence extrême.**

Les différents points abordés dans cette sous-section montrent que la ville est certes dans une accalmie mais cette accalmie est menacée par des multiples risques qui peuvent basculer Boda dans un cycle de violence comme celle vécues précédemment. Des efforts doivent encore se faire tant au niveau des deux communautés qu’au niveau des autorités locales afin de consolider cette cohésion qui s’installe peu à peu dans cette ville qui se révèle être un échantillon et un modèle pour la paix en RCA.

Acteurs des conflits

Les acteurs de conflits ne sont pas visibles pour le moment sur le terrain depuis que la crise de Boda a pris fin. Pour le moment, les mots Anti-Balaka et Séléka n’existent presque plus dans la ville et la plupart d’entre eux sont fondu parmi les communautés et se dédient actuellement à leur occupation quotidienne et particulièrement celle d’artisan minier; t certains sont devenus des leaders communautaires au sein de leur communauté respective. Les autorités locales et les deux communautés reconnaissent que les anciens acteurs possèdent encore des armes mais n’ont fait pas usage pour le moment. Depuis plus d’un an déjà, aucun incident lié à l’arme n’a été signalé ni enregistré soient par les autorités soient par la communauté. Par ailleurs, la communauté

⁷ M’Baïki est le chef-lieu de la Préfecture de la Lobaye dont Boda est la Sous-Préfecture.

musulmane est retenue posséder plus d'arme et munitions que la communauté no-musulmane selon les autorités locales et les chrétiens interrogés lors des focus group et les entretiens individuels. Les récits recueillis montrent que la plupart des ex-combats non-musulmans auraient vendus leur arme et munitions à la communauté musulmane. **Selon quelques autorités rencontrées, cette possession en arme par les Musulmans crée la psychose au sein de la communauté non-musulmane qui se voit comme possible victime s'il s'avère qu'il y ait un conflit armé entre les deux communautés.**

Les acteurs qui sont pour le moment plus visibles sur le terrain sont les éléments de la Gendarmerie Nationale, de Brigade minière et ceux de la Police Centrafricaine qui sécurisent la ville depuis le départ de la MINUSCA congolaise il y a environ un (1) an. La Gendarmerie fait régulièrement la patrouille dans la ville en allant au-delà de 15 KM mais ne disposent pas cependant des véhicules en cas de besoins d'intervention d'urgence à l'exception des moto-cross qui leur permettent de sillonner la ville.

Do No Harm (Ne pas nuire)

La question « Y'a-t-il eu des problèmes/tensions liés aux activités des ONG récemment dans votre localité » a été abordé lors des KII et FCG et a permis de montrer qu'un consensus s'en était sorti. Pour tous les participants, le travail des ONG est louable mais le souci se trouve au niveau d'identification des bénéficiaires qui connaissent souvent des failles. Dans l'ensemble, ce sont les chefs de quartiers/autorités traditionnelles qui sont pointés du doigt car dans la plupart des cas, la gestion d'identification des bénéficiaires leur est confiée par les ONG. Souvent, ces derniers ne respectent pas les critères d'identification des bénéficiaires et profitent de ce rôle pour ne prioriser que leurs plus proches et/ou pour demander des contreparties aux bénéficiaires. **Beaucoup des répondants ont exprimé leur frustration suite à ces identifications et c'est cette situation qui a provoqué le départ de beaucoup des chefs de quartier lors des leurs élections que la population considère comme une sanction adressée à ces chefs qui ont mal joué ce rôle.** Certains répondants vont même jusqu'à indexer certains coordonnateurs des activités sur le terrain de connivence avec les chefs de quartier qui auraient agi sous l'orientation des coordonnateur terrain pour en tirer de profit. Dans le cadre de ce projet, aucun cas d'incident lié à ce fait n'a été décelé et que les bénéficiaires direct sont ceux avec qui Search travail déjà dans le cadre des projets antérieurs depuis 2014 faisant suite à un casting organisé par un formateur de Search avec appui du responsable suivi-évaluation de Search. Par ailleurs, Search avant l'utilisation de ces bénéficiaires devrait réexaminer la procédure selon le contexte en vue d'éviter tout autre type de conflit qui pourrait lier à cela.

La stratégie d'identification mise en en place dans le cadre de ce projet à Boda a permis d'échapper à ce cas de figure mais il est important d'y prêter attention afin d'éviter les éventuels cas de conflit dans la mise en œuvre de suites des activités du projet.

Il est également ressorti de cette étude que **certains membres de la communauté se plaignent du comportement de certains staffs des ONG qui usent de leur moyen financier et/ou du rôle qu'ils jouent dans la communauté pour détourner les femmes d'autrui (population locale).** D'autres ont souligné que parfois, certains staffs vu le rôle qu'ils jouent, abusent des femmes d'autrui avant de les retenir comme bénéficiaires du projet et cela a provoqué le mécontentement de beaucoup membres de la communauté qui ne voient pas de bon œil cette attitude. Les personnes de Search travaillant dans ce projet ont bénéficié des formations sur le Do No Harm leur permettant d'éviter cette situation et il est recommandé à toutes les ONG humanitaires de planifier les formations régulières sur cette notion afin que les agents humanitaires puissent ne pas nuire à la communauté.

Enfin, il a été reproché aux ONG la façon dont elles quittent la ville sans rendre compte de leur mission à la communauté. **Certaines autorités regrettent que les ONG ne mettent pas souvent l'action sur la pérennité et ne disposent pas souvent de plan de durabilité de leur action une**

fois qu'elles quittent la ville. Dans le cadre de ce projet, il est important de planifier un atelier de réflexion stratégique à la fin en vue d'informer les autorités, les leaders communautaires des résultats clés du projet et l'après projet.

Opportunités pour la paix

Les centres d'attraction des deux communautés

Le marché est l'un des endroits où les deux communautés peuvent facilement se côtoyer quotidiennement grâce aux intérêts d'une communauté vis-à-vis de l'autre où les avis recueillis montrent que les Musulmans est plus opérationnelle dans la vente des produits de première nécessité et les Chrétiens dans la vente des produits agricoles. Tel est le cas du marché central de Boda nouvellement construit où les deux communautés rencontrent quotidiennement. Ce marché se trouve juste à l'embouchure des zones des deux communautés avec les Musulmans dans la partie Est et les Non-musulmans dans la partie Ouest. On y trouve les deux communautés qui vendent leurs produits. On n'a pas trouvé de consensus par rapport à l'utilité de marché comme source de cohésion sociale. Les Musulmans dans son ensemble apprécient le lieu du marché et le voient comme un lieu où les deux communautés se réunissent. Cependant, ils se plaignent de l'octroi des places par les autorités qui gèrent le marché. Pour eux, les autorités qui gèrent le marché ne respectent pas les clauses pour attribuer les places et ils voient beaucoup plus les Chrétiens favorisés. Dans le cadre de ce projet, il est important d'organiser des séances de causeries éducatives grâce au programme de médiation afin de réunir les différentes parties prenantes afin de réfléchir sur les défis et proposer des plans d'action pour des efforts à long terme.

Du côté des Chrétiens, l'emplacement du marché est un risque de conflit du fait que le marché est trop proche du quartier où sont basés les Musulmans qui sont encore bien armés et cela les exposerait face à cette communauté. Malgré cette divergence de perception concernant l'utilité de marché comme moyen pour réunir les Chrétiens et les Musulmans, nous avons remarqué qu'ils sont tous unanimes à souligner qu'il n'y a jamais eu un problème ou affrontement entre les deux communautés liées au marché. **Search dans la mise en œuvre de ce projet peut organiser des activités de sensibilisation autour de cette question afin de renforcer cette stabilité même si cela est encore fragile.**

Les chantiers miniers (or et diamant) sont aussi un centre d'attraction des deux communautés où les Chrétiens et Musulmans se rencontrent fréquemment. La communauté musulmane se plaint du traitement réservé à la communauté musulmane, discriminée vis-à-vis des FSI. Pour eux, la communauté non-musulmane bénéficie d'un traitement de faveur. **Les participants dénoncent des frais qu'ils versent à ces autorités malgré les papiers officiels qu'ils possèdent.** Cependant, aucun cas d'incident n'a été ressortis entre les deux communautés qui se voient en parfaite collaboration sur les chantiers.

L'air des jeux sportifs et particulièrement les terrains de football permettent également aux deux communautés de se retrouver fréquemment. Parmi les trois centres d'attraction, seul l'air de jeux sportifs est le lieu où les deux communautés reconnaissent qu'il n'y ait jamais eu d'altercation entre les deux parties. Même si suite aux derniers événements de Bangui, les Musulmans y fréquentent un peu moins.

Le dernier centre d'attraction des deux communautés est le centre éducatif et particulièrement les établissements scolaires fréquentés par les deux communautés malgré quelques plaintes des communautés musulmanes victimes des injures. Néanmoins, ces établissements restent des endroits pouvant favoriser le renforcement des liens entre les deux communautés.

Les acteurs prêts à interagir pour la paix et la réconciliation

Aucune catégorie de personnes n'a été identifiée unanimement par les participants en tant que acteurs principal pour promouvoir la paix a Boda, néanmoins **quelques catégories reviennent fréquemment comme les leaders religieux, les leaders communautaires, les leaders femmes, le comité de gestion des conflits, les leaders des jeunes et les chefs traditionnels.**

Le travail des leaders religieux est apprécié mais selon les données collectées, ces religieux semblent être plus passifs contrairement aux autres acteurs (les leaders communautaires, les leaders femmes, le comité de gestion des conflits, les leaders des jeunes et les chefs traditionnels) qui semblent plus actifs. Pour la plupart des répondants, **même si les leaders religieux font les sensibilisations à la paix dans les lieux de cultes, ils sont moins visibles lorsqu'il y a conflit.** Parmi ces religieux, **l'Imam de la mosquée centrale de Boda est celui qui a été très apprécié pour ses actions afin d'éviter que les répercussions des derniers évènements de Bangui puissent retomber sur la ville, en organisant les réunions regroupant tous les Musulmans afin de les sensibiliser pour ne pas céder aux manipulations.** D'ailleurs c'est cet Imam qui dénonce tous ses pairs ayant un comportement allant à l'encontre de la cohabitation pacifique aux FSI.

Les chefs traditionnels ont beaucoup contribué au rétablissement de la libre circulation des biens et personnes dans leur circonscription respectives car ils ont contribué à dénoncer toute agression à la Gendarmerie. Par ailleurs, certains ne sont pas contents du comportement de certains d'entre eux qui ne sont pas impartiaux dans l'identification des bénéficiaires qui leur a été confiés par les ONG humanitaires.

Grace aux multiples patrouilles et l'influence de la Gendarmerie dans la ville de Boda, l'Etat a pu prendre le contrôle en rétablissant l'ordre. Cependant, la communauté non-musulmane montre leur mécontentement par rapport au rôle que jouent les autorités qu'elle juge non favorable au renforcement des liens entre les deux communautés. Ces derniers considèrent les autorités actuelles comme source de futur conflit du fait qu'elles favorisent la communauté musulmane au détriment des Non-Musulmans.

Quant à la MINUSCA, l'étude a révélé que les Chrétiens et Musulmans ont rapporté que depuis leur départ, très peu d'incident ont été enregistrés par rapport au moment où elle était encore à Boda. **Certains vont même jusqu'à dire que si la MINUSCA revient, Boda va replonger encore dans la crise d'avant, alors que les autres disent que si la MINUSCA revient dans la ville, les gens vont penser qu'il y a un conflit en préparation et que chacun va commencer à se préparer en conséquence.** Cependant, ils pensent pour la plupart que leur absence renoue la confiance entre les deux communautés.

La population ainsi que les autorités ont positivement apprécié le rôle que joue le Gouvernement dans rétablissement de l'ordre, elle apprécie surtout le rôle des commandants de la Gendarmerie qui avaient pu sécuriser la ville et les axes favorisant ainsi la fusion des deux communautés. Cependant, la communauté pense pour elle que les membres du Gouvernement ont tendance à oublier la ville et y vont rarement. Pour cette population, la visite fréquente des membres du Gouvernement dans la ville leur permet de mieux partager avec le Gouvernement le problème de leur localité pousserait les autorités locales à améliorer leur gestion de conflit.

Les principaux mécanismes pour résoudre les conflits

Afin de faire face aux éventuels conflits locaux, les autorités et les leaders ont mis en place des moyens pour répondre aux conflits éventuels.

D'abord il existe **une association des personnes du 3^{ème} âge composée par des membres des deux communautés qui luttent pour la cohésion sociale.** Cette association se réuni

régulièrement et fait des sensibilisations pour la cohésion dont les responsables et les membres se voient comme un modèle pour la cohésion sociale.

Il y a ensuite **un comité sous-préfectoral de prévention et de gestion des conflits**. Ce comité est composé par des autorités administratives et traditionnelles, des leaders communautaires et religieux ainsi que des comités des sages. Il se réunit en cas des rumeurs et/ou des soupçons afin de réfléchir sur la stratégie à mettre en place pour mieux les gérer afin d'éviter son enlèvement.

Egalement, le conseil de sécurité, mis en place localement, a permis aux autorités de discuter avec les différentes entités locales sur l'aspect sécuritaire de la ville afin de prendre des dispositions en cas des situations pouvant perturber la tranquillité de la ville.

Aussi, **les chefs des quartiers et les leaders religieux constituent les premières alertes pour les autorités**. Lorsqu'il y a des incidents, ces derniers contactent systématiquement les autorités et/ou prennent le devant pour amener les auteurs à la Gendarmerie. C'est donc grâce à ce système mis en place que les Musulmans ont pu avoir accès à la majorité des quartiers de Boda.

Autre moyen est le **Plateforme Interconfessionnelle de la Jeunesse Centrafricaine (PIJCA) qui constitue un centre de regroupement des jeunes des deux communautés où les jeunes y gèrent leur conflit**. Les jeunes grâce à leur association (PIJCA) ont mis en place des règles des jeunes basés sur le fair-play et que toutes personnes qui utilisent la force lors des jeux sportifs sont systématiquement exclues du jeu. Ce système permet donc aux jeunes des deux communautés d'utiliser ces airs de jeu comme lieux de dialogue et la transformation pacifique de conflit.

Conclusions et recommandations

Conclusions

A travers ce travail, nous sommes en mesure d'identifier les problèmes qui se posent actuellement dans la ville de Boda et dans quelle mesure Search et d'autres acteurs peuvent intervenir pour pallier ces problèmes. Globalement, soit la communauté musulmane que celle chrétienne et les autorités locales déclarent que il n'y a pas des conflits a Boda. On pense donc que cette population a tendance à considérer en tant que conflit seulement les plus violents, ce qui montre que cette population est toujours hantée par la grande crise à laquelle elle a fait face dans le passé. Cependant, les différentes tendances nous amènent à ressortir des risques que court cette ville. Ces risques sont basés d'une part sur une séparation physique et géographique des communautés religieuses et d'autre part basées sur des inégalités socio-économiques ainsi que le non-respect des droits humains. Au-delà des risques présents dans la ville, il existe cependant des opportunités à explorer pour faciliter l'interaction entre les deux communautés.

Par ailleurs, les acteurs de conflit qui ont brillés par le passé ont été réintégrés au sein de la population. Ainsi donc, on ne voit plus les Séléka et les Anti-Balaka. Cependant, comme cette réintégration a été spontanée, beaucoup d'entre eux sont toujours armés. S'il est vrai que les efforts de Search et des autres acteurs ont contribué à reconstruire la volonté de revivre ensemble, il reste aussi vrai qu'il est encore très important de renforcer cette volonté de vivre ensemble. On tire aussi de ce scan qu'il est encore d'actualité de continuer à régulariser l'interaction entre les deux communautés à travers les causeries éducatives et les activités de rapprochements que Search peut organiser grâce à l'objectif 3 de ce projet (soutenir l'engagement des citoyens et de la société civile dans les processus de règlement des différends à travers les lignes d'identité religieuse et communautaire); à rechercher les perspectives de solution en rapport avec les risques de conflits identifiés tout en améliorant les procédures d'identification des bénéficiaires en se basant sur les principes de Do No Harm pour les ONG présentent à Boda. Search n'est pas victime des incidents liés à l'identification des bénéficiaires mais il est important pour elle de tenir compte de cela dans la suite du projet. Pour ce faire, Search peut organiser dans le cadre de ce projet, un atelier de restitution des résultats clés de cette étude en vue d'informer les acteurs clés des défis pour des actions à plusieurs niveaux.

Recommandations

Au vu de ce qui précède, certaines recommandations programmatiques ont été développées à l'intention de Search, des organisations humanitaires, des autorités traditionnelles, des bailleurs ainsi que des leaders communautaires.

Dans le but de préserver la population contre les menaces des armes, il est recommandé à UNOPS/UNMAS d'intervenir dans la ville pour sensibiliser la population sur les risques que représentent ces armes et munitions qui sont gardées dans les maisons, sous les poubelles, dans les champs etc.

Afin d'encourager les détenteurs des armes et munitions à se désintéressés, il est louable que le Gouvernement développe des programmes préparant les ex-combattants à entrer dans la vie active grâce au programme officiel de pré-DDR.

Dans le souci de créer la confiance entre les deux communautés, il est recommandé au Gouvernement à travers le ministère de la sécurité et de la défense, de non seulement faire tourner l'effectif (relève) des FSI, mais aussi de les recycler sur les notions du respect des droits humains en vue de renforcer leur neutralité au moment de l'exercice de leur fonction vis-à-vis des communautés.

Pour pallier à la peur de la communauté musulmane de circuler librement dans la ville et particulièrement dans le quartier mission, il est préférable que la Gendarmerie et la police locale puissent organiser des patrouilles dans ce quartier permettant ainsi à cette communauté de se sentir sécuriser en allant dans ce quartier. Dans le même temps, il est important que le conseil de sécurité locale puisse se réunir sur cette question afin de trouver une solution qui protégera la communauté musulmane les encourageant ainsi à circuler dans ce quartier.

En vue de préconiser les éventuels conflits liés à la marginalisation de certaines communautés, il est recommandé au Gouvernement par le biais de son ministère de la sécurité de sensibiliser les FSI qui sont sur les barrières sur le principe d'impartialité et sur les risques qui en découlent et en prenant des mesures correctionnelles.

En vue de lutter contre la circulation des stupéfiants, il est recommandé au gouvernement d'appliquer les lois sur les ventes des produits stupéfiants. Aussi, les autorités locales doivent fouiller les produits qui entrent à Boda afin de mettre la main sur ces produits. Egalement, les autorités locales doivent travailler ensemble avec les responsables des associations des commerçants de Boda afin de les impliquer mais aussi de trouver une politique commune de lutte contre les produits dopants. Dans ce même ordre d'idée, il est conseillé aux FSI de rester impartial dans la lutte contre ces produits en vue d'éviter la haine d'une communauté sur l'autre concernant la gestion du conflit lié à ces produits.

Pour les ONG intervenant ou ayant intervenu par le passé, il est recommandé de rendre leurs programmes soutenable en prévoyant une phase d'accompagnement pour la période de transition post-conflit dans le but de renforcer la cohésion qui s'installe de mieux en mieux dans cette ville.

Le marché est le premier centre d'attraction des deux communautés. Dans le souci de faire face au soupçon autour de gestion discriminatoire du marché qui pourrait engendrer d'autre conflit, il est conseillé à la Mairie de Boda de continuer à utiliser le principe d'octroi des places qui consiste à mettre les deux communautés ensemble (un non-musulman, un musulman ainsi de suite).

Dans le souci d'éradiquer la discrimination dans les écoles en vue de favoriser le rapprochement des deux communautés dans les écoles, il est recommandé à UNICEF et UNESCO d'appuyer le Gouvernement à fournir aux établissements scolaires des documents sur l'éducation à la citoyenneté. Search peut appuyer également en intégrant dans les projets à venir les formations à l'endroit des maîtres sur la gestion des conflits et rumeurs ainsi que les respects des droits humains. Search peut aussi développer des bandes dessinées sur la lutte contre la discrimination dans les écoles.

La question du Do No Harm devrait faire l'objet d'une réunion avec toutes les ONG humanitaires de Boda en vue de réfléchir sur les bonnes pratiques d'identification des bénéficiaires des actions des ONG. Mais avant cette rencontre, il est important que toutes les ONG réorientent leur stratégie d'identification des bénéficiaires en intégrant à la fois les autorités traditionnelles et les leaders communautaires en vue d'une coordination à plusieurs niveaux. Les ONG devraient renforcer leur système de suivi en vue de garantir le respect des clauses d'identification des bénéficiaires.

Search et les acteurs humanitaires à Boda peuvent exploiter lors des activités la présence des leaders communautaires, des leaders religieux, des jeunes et des leaders traditionnels dans la réalisation des activités étant donné qu'ils sont considérés comme les personnes qui sont prêtes à parler pour la paix et qui sont les plus écoutées par la population.

La question des conflits violents liés à l'appartenance religieuse reste d'actualité. Pour y faire face, il est important que Search insère dans les futurs projets, la possibilité de développer et mettre en

œuvrer un plan d'action avec les autorités locales et les leaders communautaires afin de mieux sensibiliser la communauté sur le respect de la diversité socio-culturelle.

Annexe IV : Termes de référence Conflict Scan

Terms of Reference and Inception Report

[Conflict Scan]

1. Table of Contents

1. Table of Contents
2. Contexte
 - Contexte initial du projet (Cf. documents de projet) :
 - Contexte actuel
 - Justification de l'activité :
 - Le Projet
3. But et objectifs du conflict scan
4. Questions principales de l'étude
5. Lieux géographiques
6. Méthodologie et outils de collecte des données
 - Entretiens avec des personnes clés (*Key Informant Interviews – KII*)
 - Groupe cible
 - Focus groupes (*Focus group discussions – FGD*)
 - Groupes cibles des focus groupes
7. Assurance et gestion de la qualité des données
8. Dissemination et utilisation du Rapport
9. Principaux livrables et chronologie
10. Budget

2. Contexte

Contexte initial du projet (Cf. documents de projet) :

Le projet a été développé dans un contexte où la RCA avait pris des mesures importantes sur la voie de la réduction des conflits violents, y compris des élections pacifiques et démocratiques dans le pays, le déploiement des forces internationales de maintien de la paix, les accords de cessez-le-feu et l'adoption d'une série de plans servant de feuille de route pour le rétablissement et la consolidation de la paix Pour le pays.

Cependant, un souci urgent pour le gouvernement qui venait d'être installé était la durabilité du processus de paix par la mise en œuvre des processus de réforme du secteur du secourisme, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) et du Secteur de la sécurité (SSR), de la promotion de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale et de la lutte contre la corruption et l'impunité . Avec un climat général d'impunité, de nombreux auteurs d'atrocités ne sont pas tenus responsables, et les attaques de représailles par les groupes armés continuaient d'étinceler des vagues de tueries incontrôlées à Bangui et dans d'autres régions instables du pays, touchant directement les civils. Une étude de Search avait montré que la résolution des problèmes de sécurité et de justice reste les deux principales priorités pour la majorité des Centrafricains.

L'accent avait été mis sur le renforcement du système de justice national en RCA et l'établissement de mécanismes de justice transitionnelle, y compris des mécanismes non judiciaires, pour tenir compte des auteurs de violations des droits de l'homme et des atteintes au droit international humanitaire. Une étape majeure de ces efforts s'était produite en 2015, lorsque le gouvernement de la RCA, avec le soutien de la communauté internationale, avait adopté une loi créant un tribunal pénal spécial (CPS), à l'appui de la force de maintien de la paix des Nations Unies, la Mission multidimensionnelle de stabilisation intégrée (MINUSCA). La CPS est destinée à poursuivre les crimes les plus graves commis en RCA depuis 2013, les infractions qui se révéleraient exceptionnellement difficiles ou impossibles à juger par les institutions traditionnelles de justice formelle.

Bien qu'une étape positive dans la lutte contre l'impunité, la CPS confrontait à un certain nombre de défis. La capacité nationale dans le système judiciaire restait faible et plus de travail était nécessaire pour préparer les juges nationaux à participer à la CPS et à préparer le système judiciaire pour traiter les nombreux cas qui ne comparaitront pas devant la CPS. En outre, compte tenu des divisions profondes causées par le conflit, la CPS risquait d'être perçue comme un outil partisan pour la rétribution, se concentrant injustement sur certains crimes et non sur d'autres. Un autre élément essentiel pour son succès est une stratégie pour s'assurer que les victimes et les témoins qui participent à de tels processus bénéficient d'une protection spéciale contre les représailles et les attaques de vengeance.

Compte tenu de ce qui précède, SFCG propose un programme de 18 mois dans le but de soutenir la primauté du droit et la consolidation de la paix en République centrafricaine par le biais de la responsabilité judiciaire et sociale. Pour atteindre cet objectif, SFCG propose un programme conçu autour de trois objectifs spécifiques : premièrement, accroître l'accès des citoyens au secteur de la justice formelle et, deuxièmement, d'améliorer la capacité du secteur de la justice formelle à répondre aux besoins des citoyens et enfin, de soutenir l'engagement des citoyens et de la société civile dans les processus de règlement des différends à travers les lignes d'identité religieuse et communautaire. Les activités du projet sont axées sur Bangui, la capitale, et Boda et autres villes selon le besoin.

Contexte actuel

La RCA évolue actuellement dans un contexte où les armes parlent encore et qu'une partie du pays est toujours sous le contrôle des groupes armés.

On dénombre plusieurs déplacements des populations dans sites à l'intérieur du pays. Les affrontements entre les milices avec d'une part la MINUSCA et d'autre part les milices de la coalition ex-Séléka, les affrontements entre d'une part les Anti-Balaka avec la coalition ex-Séléka, et entre la coalition ex-Séléka d'autre part font augmenter la tension sécuritaire non seulement à l'intérieur mais cela crée la psychose à Bangui. Les dernières tentatives de désarmement des groupes d'auto-défense de PK5 a engendré une escalade de violence autour de PK5 et un regroupement des ex-séléka à Kaga-Bandoro. Des sources⁸ de presse ont signalé des cas de tentative des groupes armés de marché sur Bangui. Selon le dernier rapport de Commission de Mouvement de Populations (CMP) paru le 20/04/2018, le nombre de personnes déplacées internes en RCA est estimé à 687 398 individus composés respectivement de :

- 268 304 personnes sur 77 sites de déplacés internes;
- 417 094 personnes estimées dans les familles d'accueil ;
- 2 000 personnes estimées en brousse.

Pour ce qui est de la politique, le Président Centrafricain **Faustin Archange TOUADERA** a réclamé le renforcement des effectifs de la MINUSCA lors de l'Assemblée générale des Nations Unies ce 24 avril⁹. Les audiences à la cour criminelle où sont jugés certains éléments d'Abdoulaye Hissen et quelques éléments de GAD dont dix des onze accusés ont écopé d'une peine de travaux forcés à perpétuité ont eu lieu durant le mois de février.

Justification de l'activité :

Au vu de ce qui précède, et aussi dans l'optique d'apporter une meilleure orientation programmatique du projet CAF008 et des futures propositions des projets, il est donc primordial pour SFCG-RCA d'apprécier et d'identifier des conflits à Bangui et Boda où les activités du projet sont mise en œuvre. Il s'agit aussi de faire le mapping des conflits entre groupes religieux et/ou entre groupes identitaires à Bangui et Boda qui comportent un risque significatif en termes de violence, dans un contexte général de forte volatilité des évolutions socio-politiques.

SFCG se propose donc de réaliser ce Conflict Scan en vue de la collecte des informations actualisées sur ces questions afin d'apporter une réponse pertinente à travers la mise en œuvre des activités du projet CAF008, mais aussi en informant les autres acteurs intervenant dans cette partie de la RCA pouvant contribuer de façon directe et/ou indirect

Le Projet

Le projet « **Bolstering Judicial and Social Accountability processes in CAR** » est un projet financé par le département d'Etat américain (DRL) qui a trois objectifs :

- accroître l'accès des citoyens au secteur de la justice formelle;
- améliorer la capacité du secteur de la justice formelle à répondre aux besoins des citoyens;
- soutenir l'engagement des citoyens et de la société civile dans les processus de règlement des différends à travers les lignes d'identité religieuse et communautaire.

Ce projet est mis œuvre par Search For Common Ground (Search) et ABA avec appui des partenaires comme Association des Femmes Professionnelles de la Communication (AFPC) et la Plateforme de la société Civile (SCRCA). Le projet a une durée de 18 mois (mars 2017-août 2018).

⁸ <http://lavoixdessanssoix.com/dekoa-sibut-des-elements-de-la-seleka-en-marche-vers-bangui-par-les-pistes-de-convoyage-des-boeufs/>

⁹ <http://www.radiondekeluka.org/securite.html>

3. But et objectifs du conflit scan

Objectifs généraux :

Actualiser la compréhension du conflit principal dans les zones cibles afin d'assurer la sensibilité au conflit c'est-à-dire assurer la sensibilité aux conflits du projet et le respect du principe Do No Harm grâce à une compréhension actualisée du conflit principal et de leur dynamique dans les zones cibles.

Objectifs spécifiques :

- Soutenir Search et la communauté internationale d'avoir des interventions sensibles aux conflits grâce à l'analyse et l'identification des changements dans la dynamique des conflits et les conflits actuels avec les risques de violence
- Informer et adapter la mise en œuvre des activités du projet en identifiant les initiatives de paix, les points d'entrée et les opportunités pour la paix
- Fournir des informations pour soutenir divers acteurs, y compris Search et ses partenaires, dans le développement de différents scénarii de paix et de conflit qui permettraient une réponse rapide et appropriée.
- Fournir des recommandations pour la programmation l'intégration du principe de «Ne pas nuire » et de la sensibilité aux conflits

4. Questions principales de l'étude

Dynamiques des conflits

- Quels sont les conflits qui existent actuellement dans les communautés ciblées ? Quels sont les conflits actuels les plus fréquents, les plus violents et les plus à risque pour l'avenir de la communauté? Quelles sont les évolutions et les tendances depuis décembre 2016 ? Parmi ces conflits, lesquels ont pris de l'ampleur ou qui ont augmenté d'intensité durant ces derniers 30 jours ?

- Quels sont les principaux risques ou conflits latents sur lesquels on doit porter une attention particulière ? Comment le projet peut-il prévenir ces risques ? Comment faut-il se préparer à leur impact ?

Causes et conséquences

- Quels sont les facteurs qui ont entraîné une aggravation ou une résolution partielle de ces conflits ? Quels sont les principales causes de ces différents conflits ? Les communautés identifient-elles de nouvelles causes ?

- Comment se manifestent ou se caractérisent ces conflits ? Les conséquences sont-elles plus ou moins graves qu'en décembre 2016 ?

Acteurs et mécanismes de résolution

- Quels sont les principaux acteurs des conflits actuels ? Les communautés identifient-elles de nouveaux acteurs influents ? de nouvelles victimes ? de nouveaux champions pour la paix ?

- Quels sont les principales raisons/causes/intérêts de divergence de ces acteurs des conflits (lignes de division religieuses, ethniques, inégalités socio-économiques) ? Quelles évolutions par rapport à décembre 2016 ?

- Quels sont les principaux mécanismes que la population souhaiterait ou utilise pour pouvoir résoudre des conflits dans la localité ? Les communautés identifient-elles de nouveaux mécanismes ? ou y a-t-il des mécanismes devenus inefficaces ?

Opportunités pour la paix

- Quels sont les points d'entrée et opportunités pour la paix que le projet peut mettre à profit ?

Do No Harm

- Les activités du projet ont-elles eu des effets négatifs inattendus ? Comment le projet peut-il s'assurer de « ne pas nuire » (do no harm) ?

- Quelles recommandations et leçons apprises pouvons-nous identifier pour la suite de la mise en œuvre du projet ?

Données	Sources	Désaggrégation
1/ Analyse et compréhension du conflit dans les zones ciblées		
<p>Identification du conflit, de la violence et des fragilités des zones ciblées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les conflits existants? • Les zones sont-elles affectées par la violence ? si oui, Comment ? • Comment peut-on évaluer la présence/le rôle des autorités (légitimité, fourniture de services...) ? de la société civile ? des acteurs du conflit ? • Quelles sont les dynamiques du conflit, de la violence, des risques ? <p>Facteurs et moteurs du conflit</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les facteurs et moteurs du conflit et de la violence ? Quelles sont les lignes de division ? Quels facteurs limitant la légitimité ou la capacité de l'Etat ? <p>Acteurs du conflit et vulnérabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Qui sont les acteurs impliqués directement / indirectement ? Quels sont leurs positions, intérêts et besoins ? Leurs capacités ? • Qui sont les acteurs prêts à interagir pour la paix et la réconciliation ? • Quelle partie de la population est la plus affectée ? <p>Opportunités et capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels facteurs contribuent à la paix, à la sécurité, au bon fonctionnement de l'Etat ? • Quels facteurs réduisent le conflit et/ou la violence ? • Quels sont les terrains d'entente, les points de connexion ? • Quels acteurs jouant un rôle dans la paix et la sécurité ? • Quels sont les points d'entrée existants pour les programmes liés à la paix et à la réconciliation ? 	<p>Revue de la littérature</p> <p>Atelier préparatoire</p> <p>-</p> <p>Key Informant Interviews</p>	<p>Zones</p>
4/ Recommandations pour les politiques et programmes		
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les points d'entrée identifiés pour promouvoir la paix et la réconciliation? • Quelles sont les risques à prendre en compte quant à la perception des processus en cours ? • Quelles sont les aspects sur lesquels les perceptions des populations pourraient être modifiées ? • Quels indicateurs sont à suivre pour mesurer l'évolution des processus de paix et réconciliation ? 	<p>Revue de la littérature</p> <p>Atelier préparatoire</p> <p>FGD</p> <p>KII</p> <p>Enquête</p>	<p>Genre, Âge, Zone</p>

5. Lieux géographiques

Les lieux de ces conflict Scan sont les 8 arrondissements de **Bangui** et les 3 arrondissements de **Boda**. Ces zones sont les zones d'intervention de SFCG dans le cadre du projet "Bolstering Judicial and Social Accountability processes in CAR".

6. Méthodologie et outils de collecte des données

Afin d'atteindre l'objectif général et les objectifs spécifiques de cette analyse, l'équipe de Search utilisera une méthode qualitative de collecte de données afin de collecter des perceptions de certains groupes cibles par rapport à l'évolution du contexte conflictuel. La méthodologie est basée sur une collecte de données à travers deux activités principales : des groupes de discussion semi-directifs (via guide de groupe de discussion) avec les membres de la communauté et des entretiens individuels (via guide d'entretien individuel) avec les personnes/acteurs clés de la société. Deux personnes seront en charge de la collecte des données dont un preneur de note et un facilitateur. Les réponses des répondants seront transcrites dans un guide de prise de note pour des éventuelles exploitations.

D'autres rapports et documents liés à l'analyse des conflits seront aussi exploités pour permettre en vue d'avoir des informations supplémentaires. Les différentes sources de données (KII, FCG et documents) seront triangulées afin de regrouper les informations selon les différentes tendances.

Avant la descente sur le terrain, le Coordonnateur en ME de Search va briefier l'assistant sur les principes et les techniques de conflict scan de Search en vue de l'amener à cerner le conflict scan des autres types d'étude mais aussi à bien prendre note et rédiger le rapport.

Entretiens avec des personnes clés (*Key Informant Interviews – KII*)

Un guide d'entretien sera développé pour les différents types de personnes clés interrogées. Les interviews seront semi-ouvertes pour laisser la possibilité aux répondants d'exprimer leurs perceptions.

Groupe cible

Un maire, un sous-préfet, un Commandant de Brigade et un Commissaire de la police.

Focus groupes (*Focus group discussions – FGD*)

Environ 10 focus groupes seront organisés avec 8-12 personnes. Un guide de discussion sera développé. Les chercheurs poseront des questions ouvertes pour pouvoir comprendre les perceptions, les attentes et les opportunités identifiées par les participants.

Groupes cibles des focus groupes

- 8-12 Jeunes musulmans (hommes) ;
- 8-12 Jeunes musulmanes (femmes) ;
- 8-12 Jeunes non musulmans (hommes) ;
- 8-12 Jeunes non musulmans (femmes) ;
- 8-12 Femmes non musulmane;
- 8-12 Femmes musulmanes ;

- 8-12 Hommes musulmans ;
- 8-12 Hommes non musulmans ;
- 8-12 Autorités traditionnelles ;
- 8-12 Leaders communautaires (hommes + femmes) ;

7. Assurance et gestion de la qualité des données

L'assistant va être briefé sur les techniques de conflict scan et les prises de notes ainsi que la modération. Après chaque entretien et groupe de discussion, l'assistant et le coordonnateur du conflict scan vont vérifier ensemble les notes prises par les deux en vue de les compiler. Après la mise en commun, l'assistant va les transcrire dans les guides dédiés à cela.

La Spécialiste DME Sénior pour l'Afrique du Sud et de l'Est appuiera les différentes étapes de l'étude et s'assurera de sa qualité. Chaque question et chaque outil seront développés par l'équipe locale et seront validés par l'équipe ILT pour s'assurer qu'ils sont appropriés au contexte et sensibles au conflit.

8. Dissemination et utilisation du Rapport

Une restitution en interne avec les équipes de SFCG en RCA permettra aussi de renforcer l'analyse et les recommandations.

Une présentation sera faite au « Groupe de Travail Cohésion sociale » pour informer les autres acteurs sur les dynamiques du conflit.

Et enfin, le rapport sera partagé dans les systèmes des Nations Unies et les ONG locales.

9. Principaux livrables et chronologie

Dates	Qui	Quoi
30 avril – 9 mai	SFCG ILT/RCA	TdR détaillés précisant la méthodologie et l'approche ainsi qu'une première revue de la littérature.
08 – 10 mai	SFCG RCA	Briefing de l'assistant
11 – 18 mai	SFCG RCA	Collecte des données
19 – 26 mai	SFCG ILT/RCA	Analyse des données
19 – 26 mai	SFCG RCA	Premier draft de rapport
26 – 29 mai	SFCG ILT/RCA	Premier round de commentaires
30 mai – 5 mai	SFCG ILT	Dernier round de commentaires
10 juin	Région	Rapport validé

10. Budget



Microsoft Excel
97-2003 Worksheet

Annexe IV : Les outils de collecte des données



Guide_Entretien
conflict scan CAF008.



Guide_Groupe de
discussion conflict sca

Groupe de discussion
Search for Common Ground | République Centrafricaine

Programme des entretiens individuels

Cible	Effectif	Du 11 au 12/Mai/2018		Responsable
		VEN. 11	SAM. 12	
Sous-Préfet	1	10h00-11h00		DME+Assistant
Maire	1	14h00-15h00		DME+Assistant
CB Gendarmerie	1		10h00-11h00	DME+Assistant
Commissaire de la police	1		11h30-12h30	DME+Assistant

Programme des groupes de discussion

Cible	Effectif	Du au 14 au 17/mai./2018				Responsable
		Lun. 14	Mar. 15	Mer. 16	Jeu. 17	
Jeunes musulmans (hommes) ;	10	09h00-11h00				DME+Assistant
Jeunes musulmanes (femmes) ;	10	11h30-13h30				DME+Assistant
Jeunes non musulmans (hommes) ;	10	14h00-16h00				DME+Assistant
Jeunes non musulmans (femmes) ;	10		09h00-11h00			DME+Assistant
Femmes non musulmane ;	10		11h30-13h30			DME+Assistant
Femmes musulmanes ;	10		14h00-16h00			DME+Assistant
Hommes musulmans ;	10			09h00-11h00		DME+Assistant
Hommes non musulmans ;	10			11h30-13h30		DME+Assistant
Autorités traditionnelles ;	10			14h00-16h00		DME+Assistant
Leaders communautaires (hommes + femmes) ;	10				09h00-11h00	DME+Assistant